



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une baisse encore une fois en trompe-l'œil occultant l'augmentation de la précarité

Pôle Emploi et la Dares viennent de publier les chiffres des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au premier trimestre 2022. Si le gouvernement estime que personne ne compte les catégories B et C du chômage, c'est bien parce que cela l'arrange ! En effet, les chiffres du chômage publiés ce matin viennent confirmer l'accroissement de la précarité.

Ainsi, la catégorie A, comptabilisant les seules personnes au chômage total un mois donné, baisse de 5,3% au premier trimestre 2022. Les privés d'emploi, qui travaillent en partie, en catégorie B voient leur effectif augmenter de 2,6% et ceux de la catégorie C stagnent.

L'exécutif se vante d'avoir fait baisser le nombre de privés d'emploi mais est-ce un exploit lorsque celui des bénéficiaires des minima sociaux est en hausse, à cause de la hausse du nombre de radiations induites par la réforme d'assurance chômage ? Car, c'est là que les chiffres publiés par la Dares sont édifiants : les radiations administratives sont en hausse de 40,8% sur un an ! Quel bilan ! Il y a moins de chômeurs non pas par leur retour à l'emploi mais simplement parce qu'ils sont... radiés !

Lorsque le gouvernement se gargarise des chiffres du chômage, la CGT y voit la hausse du nombre de privés d'emploi non indemnisés par l'assurance chômage : sur un an, le nombre de personnes indemnisées au titre du chômage baisse de 12,7%. La Dares dresse d'ailleurs un bilan éclairant : seuls 47,9% des privés d'emploi et inscrits à Pôle Emploi sont indemnisés en France métropolitaine au troisième trimestre 2021.

Comme un mauvais tour de passe-passe, invisibiliser les privés d'emploi qui travaillent permet de faire disparaître peu à peu leur indemnisation ! L'assurance chômage doit couvrir toutes et tous les privé.e.s d'emploi.

Le combat continue pour une politique de l'emploi basée sur les propositions de la CGT dont une protection sociale intégrale pour toutes et tous.

La CGT appelle toutes et tous les salariés à se saisir du 1er-Mai, journée internationale des travailleurs, afin de faire entendre à ce gouvernement que les économies ne doivent plus être faites sur le dos des plus précaires !

Montreuil, le 28 avril 2022